

II- Les relations extérieures du Québec

Manon Tessier

Volume 22, Number 2, 1991

Afrique : la déconnexion par défaut

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/702847ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/702847ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Tessier, M. (1991). II- Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, 22(2), 407–412. <https://doi.org/10.7202/702847ar>

Séjour d'une délégation tchèque et slovaque

Fin mars :

Une délégation de représentants tchèques et slovaques dirigée par M. Pavel Rychetsky est de passage au Canada pour étudier le système juridique et législatif canadien et échanger avec leurs vis-à-vis sur le fonctionnement des États fédérés. (Graham Fraser, *The Globe and Mail*, 29 mars 1991, p. A-4)

II – Les relations extérieures du Québec

(janvier à mars 1991)

A — Aperçu général

Les relations extérieures du Québec n'ont pas été affectées outre mesure par le déroulement du conflit armé dans le Golfe. Ainsi, plusieurs missions commerciales ont normalement été effectuées au cours du trimestre. Mais, la situation au Moyen-Orient a tout de même forcé l'annulation ou le report de missions de recrutement d'immigrants dans cette région et en Afrique du Nord et le rapatriement du responsable du bureau québécois de l'immigration à Damas.¹ De plus, le gouvernement québécois suspendait temporairement ses programmes de promotion touristique en Europe.²

Au ministère des Affaires internationales, un comité de crise surveillait la situation de près. Une subvention de \$100 000 était accordée à la division québécoise de la Société canadienne de la Croix-Rouge pour une aide alimentaire d'urgence et l'on délégua à la mi-février des experts québécois pour discuter avec les responsables koweïtiens, réfugiés à Washington, Londres et Genève, de la reconstruction de leur pays. Une banque d'entreprises québécoises désirant participer aux efforts de reconstruction sera d'ailleurs créée à cet effet par le MAI.³

B — Les questions commerciales

Déjà partisan d'un éventuel accord de libre-échange continental, le Québec se préparait au cours du trimestre à participer aux négociations trilatérales sur ce dossier. Il entend aussi aider les entreprises québécoises à faire face à cette situation en favorisant l'identification des réseaux de distribution aux États-Unis et en faisant connaître aux autorités mexicaines l'expertise et le potentiel du marché québécois⁴ (voir la section sur la mission économique du ministre Ciaccia au Mexique).

1. *La Presse*, 24 février 1991, cité par *L'Argus*, 26 février 1991, p. A28 ; *Le Soleil*, 2 février 1991, cité par *L'Argus*, 5 février 1991, p. A15 ; Pierre ASSELIN, *Le Soleil*, 9 mars 1991, p. B1.

2. *Le Devoir*, 18 février 1991, p. 2.

3. Ministère des Affaires internationales, notes pour une motion sans préavis, 19 mars 1991.

4. Voir le discours du ministre John Ciaccia, le 22 mars 1991 ; *Le Devoir*, 7 février 1991, p. A5 ; *Le Journal de Québec*, 7 février 1991, cité par *L'Argus*, 7 février 1991, p. B2 ; Marie Tison, *Le Soleil*, 12 février 1991, cité par *L'Argus*, 12 février 1991, p. A17.

C — Les politiques d'immigration

Finalisé en décembre dernier, l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration a été officiellement signé le 5 février. Cet accord entrera en vigueur le 1^{er} avril mais l'on estime que la transition administrative complète sera terminée en 1992.⁵

D — La Francophonie

Le 20 mars, la Journée de la Francophonie a été célébrée pour la première fois au Québec. Plusieurs activités marquaient cet événement. Parmi celles-ci, notons la tenue d'une journée interculturelle, le passage au Québec de l'ambassadeur du Sénégal à Ottawa, l'adoption d'une motion à l'Assemblée nationale et les rencontres du ministre délégué à la Francophonie, M. Guy Rivard, avec les représentants de divers pays et organismes francophones.⁶

E — Le Québec et les États-Unis

Le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, recevait l'ambassadeur américain à Ottawa, M. Edward Ney, le 6 février. Ils dressaient ensemble un bref tour d'horizon de l'actualité politique en s'attardant tout particulièrement aux derniers développements entourant le débat constitutionnel canadien.⁷ M. Ney devait également rencontrer le chef du Parti québécois, M. Jacques Parizeau, à ce sujet. Signalons que les discussions et les commentaires sur la question constitutionnelle étaient d'ailleurs nombreux⁸ au cours du trimestre que ce soit lors du passage du Président américain à Ottawa, lors d'une rencontre privée entre M. Bourassa et l'ambassadeur du Canada à Washington, M. Derek Burney, ou lors du séjour de M. Parizeau aux États-Unis.

F — Le Québec et la France

En janvier, M. André Dufour, ancien professeur et fonctionnaire devenu président de la Régie québécoise des Télécommunications, était nommé au poste de délégué général du Québec à Paris.⁹ Cette fonction avait été comblée par intérim depuis plus d'un an. M. Dufour s'envolait immédiatement pour Paris et présentait ses lettres de créance au Président français au début du mois de mars.¹⁰

5. Ministre de l'Emploi et de l'Immigration, *Communiqué no 91-06*, 5 février 1991; Paul CAUCHON, *Le Devoir*, 6 février 1991, p. A3.

6. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 14 mars 1991; Michel Van de WALLE, *Le Devoir*, 21 mars 1991, p. A3.

7. *Le Devoir*, 7 février 1991, pp. A1 et A7; Michel DAVID, *Le Soleil*, 7 février 1991, cité par *L'Argus*, 7 février 1991, p. A2.

8. Voir *Le Journal de Québec*, 16 février 1991, cité par *L'Argus*, 19 février 1991, p. A3; Chantal HÉBERT, *Le Devoir*, 14 mars 1991, pp. A1 et A4.

9. Michel VENNE, *Le Devoir*, 17 janvier 1991, p. A6.

10. Sylviane TRAMIER, *Le Devoir*, 6 mars 1991, p. A2.

L'un des premiers dossiers sur le bureau du nouveau délégué du Québec à Paris sera la préparation de la visite du Premier ministre français reportée depuis l'été dernier.

G — Le Québec et l'Europe de l'Est

1 — La Tchécoslovaquie

Le ministre québécois des Affaires internationales se rendait en République tchèque et slovaque les 30 et 31 janvier pour inaugurer les bureaux du nouveau Centre de commerce et de la culture du Québec à Prague.¹¹ Dans l'allocution qu'il prononçait alors, il qualifiait cette vitrine de «formule originale de présence à l'étranger permettant de tirer parti sans délai d'une conjoncture favorable, en attendant de donner éventuellement à (cette) présence un caractère plus officiel».¹² C'est le ministère des Affaires internationales qui assume l'organisation physique de ce Centre géré par le Conseil d'affaires tchèque et slovaque du Québec et son président, M. André Bisson.

2 — Mission commerciale en Hongrie et en Pologne

Au mois de mars, M. Ciaccia retournait en Europe de l'Est pour, cette fois-ci, séjourner en Hongrie et en Pologne. Les 11 et 12 mars, il faisait le point sur la coopération économique entre le Québec et la Hongrie grâce notamment à des discussions avec M. Geza Jeszenszky, le ministre hongrois des Affaires étrangères¹³, puis il se rendait en Pologne jusqu'au 17 mars avec des représentants d'une vingtaine de sociétés québécoises. Lors de sa visite à Varsovie, le ministre Ciaccia rencontrait le premier ministre, M. Jan Krzysztof Bielecki, et plusieurs autres membres de son cabinet. Une entente de coopération entre le Québec et la Pologne était conclue à cette occasion.¹⁴ Les deux signataires conviennent de promouvoir leur coopération industrielle et commerciale, s'engagent à intensifier leurs échanges universitaires et acceptent d'accroître leur collaboration culturelle. La création d'un comité Québec-Pologne est prévue pour concrétiser ces projets. Avant de rentrer au pays, la délégation québécoise se rendait à Bialystok pour d'autres échanges industriels et commerciaux.

3 — L'Union soviétique

Le gouvernement québécois recevait le 8 mars le ministre et président suppléant du comité d'État à l'Économie de la Russie, M. Alexandre Khomyakov, en mission officielle. M. Khomyakov paraphait alors avec son hôte, M. Ciaccia, un

11. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 31 janvier 1991; *La Presse*, 1^{er} février 1991, cité par *L'Argus*, 1^{er} février 1991, p. A17.

12. Ministre des Affaires internationales, *Discours*, 31 janvier 1991.

13. Gouvernement du Québec, *Communiqué de presse*, 11 mars 1991.

14. Gouvernement du Québec, *Communiqué de presse*, 14 mars 1991; *Le Devoir*, 15 mars 1991, p. A5.

programme de coopération économique, scientifique et technique valide pour les deux prochaines années. Les secteurs visés par ce programme sont l'agriculture, l'industrie forestière, la construction et les pêcheries.¹⁵

H — Le Québec et l'Amérique latine

1 — Une mission québécoise au Venezuela et au Mexique

Le 24 février, le ministre des Affaires internationales, M. John Ciaccia, amorçait une importante mission économique au Venezuela.¹⁶ Lors de son passage à Caracas, le ministre québécois avait des entretiens avec des gens d'affaires vénézuéliens pour discuter de divers projets d'investissement puis assistait à un colloque sur la protection de la forêt. Cinq entreprises québécoises spécialisées dans le secteur forestier participaient à cette portion de la visite de M. Ciaccia en Amérique latine.¹⁷

Au Mexique où il séjournait ensuite du 26 au 28 février, M. Ciaccia signait deux nouvelles ententes de coopération. La première, ratifiée lors d'une rencontre avec le gouverneur de l'État de Mexico, est une entente de coopération économique portant sur l'environnement, la sécurité au travail et le développement industriel ; la seconde, signée avec le maire de Mexico, permettra d'intensifier la collaboration existant déjà entre le Québec et le Mexique en matière de gestion des déchets dangereux et de contrôle de pollution en milieu urbain.¹⁸

M. Ciaccia profitait aussi de son passage au Mexique pour expliciter aux autorités politiques et économiques mexicaines la position du Québec sur la création d'une zone de libre-échange nord-américaine. Il prononçait à ce sujet un discours devant l'Association des Chambres de Commerce du Mexique, allocution dans laquelle il réitérait l'appui du gouvernement québécois aux négociations trilatérales de libre-échange et son désir de voir se multiplier les contacts entre les communautés d'affaires québécoise et mexicaine.¹⁹ Les relations entre le Québec et le Mexique devront d'ailleurs s'intensifier dans les prochains mois puisque la visite du Président mexicain et d'une délégation de gens d'affaires est prévue à Montréal au cours du printemps.

2 — La Colombie

Le Ministre des Affaires internationales organisait une autre mission commerciale en Amérique latine du 10 au 16 février. Cette fois-ci, des représentants de quatre entreprises québécoises séjournèrent en Colombie pour identifier

15. Gouvernement du Québec, *Communiqué de presse*, 8 mars 1991.

16. Gouvernement du Québec, *Communiqué de presse*, 22 janvier 1991.

17. Voir les deux discours prononcés par le ministre des Affaires internationales, le 25 février 1991.

18. Gouvernement du Québec, *Communiqué de presse*, 28 février 1991 ; Ministre des Affaires internationales, *Discours*, 27 février 1991.

19. Ministère des Affaires internationales, *Discours*, 27 février 1991 (version corrigée).

de nouveaux partenaires commerciaux dans le secteur des pâtes et papiers, notamment dans l'exportation de papier journal.²⁰

3 – Haïti

Le ministre délégué à la Francophonie, M. Guy Rivard, assistait aux cérémonies d'investiture du président d'Haïti, M. Jean-Bertrand Aristide, le 7 février. M. Rivard séjournait en Haïti du 6 au 9 février afin d'y rencontrer, outre M. Aristide, la présidente provisoire, Mme Ertha Pascal Trouillot.²¹

4 – Le Pérou

Le gouvernement québécois versait à un organisme de coopération internationale un montant de \$25 000 pour l'envoi de médicaments afin de lutter contre l'épidémie de choléra qui sévit dans ce pays.²²

I – Le Québec et l'Afrique

Accompagnée des dirigeants d'une quinzaine d'entreprises québécoises, la vice-première ministre et ministre de l'Énergie et des Ressources, Mme Lise Bacon, pilotait du 14 au 26 janvier une importante mission commerciale en Afrique.²³ Lors de sa première étape au Togo, Mme Bacon rencontrait le président Eyadema avec qui elle s'entretenait de divers dossiers économiques et politiques.²⁴ Cette rencontre avait été précédée d'une session de travail entre les membres de la délégation québécoise et plusieurs ministres togolais et d'une visite de la Zone franche et du port de Lomé.²⁵

En Côte-d'Ivoire, seconde escale de la mission, la délégation du Québec rencontrait le Premier ministre du pays et huit de ses ministres pour prendre connaissance de divers projets de développement entrepris dans ce pays. Mme Bacon terminait son séjour à Abidjan par des discussions auprès de représentants de la Banque africaine de développement.²⁶

La mission commerciale québécoise prenait fin en Guinée le 26 janvier avec la signature d'un protocole d'entente entre le gouvernement guinéen et la Société Hydro-Québec international. Hydro-Québec disposera de deux mois pour soumettre une proposition sur la prise en charge de la production, du transport et de la distribution d'électricité dans ce pays.²⁷

20. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 8 février 1991 ; *Le Journal de Québec*, 9 février 1991, cité par *L'Argus*, 12 février 1991, p. B2.

21. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 5 février 1991 ; *Le Journal de Québec*, 6 février 1991, cité par *L'Argus*, 6 février 1991, p. B4.

22. Gouvernement du Québec, *Communiqué de presse*, 21 janvier 1991.

23. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 10 janvier 1991 ; Claude TURCOTTE, *Le Devoir*, 12 janvier 1991, p. A6.

24. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 16 janvier 1991.

25. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 18 janvier 1991.

26. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 21 janvier 1991.

27. Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 25 janvier 1991 ; Pierre Asselin, *Le Soleil*, 26 janvier 1991, cité par *L'Argus*, 29 janvier 1991, p. A26.

J — Chronologie thématique*

Visite de parlementaires européens

14 janvier :

Le ministre des Affaires internationales et le ministre des Affaires autochtones du Québec reçoivent cinq membres du Parlement européen. Il s'agit ici d'une visite privée au cours de laquelle ces parlementaires ont demandé à rencontrer des membres du gouvernement québécois pour discuter des événements survenus au Québec l'été dernier lors de la crise autochtone. (Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 14 janvier 1991).

Présence québécoise au Forum de Davos

31 janvier :

Déjà en Europe pour l'inauguration du Centre québécois de commerce et de la culture à Prague, le ministre des Affaires internationales, M. John Ciaccia, fait une brève escale en Suisse pour assister à la conférence annuelle du Forum économique de Davos. (Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 29 janvier 1991).

Comité Wallonie-Québec

4 au 6 février :

Le Comité permanent de coopération entre la région wallonne et le Québec tient sa 9^{ème} réunion annuelle. Deux nouveaux secteurs de coopération s'ajoutent cette année : il s'agit des technologies de l'information et de l'environnement. (Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de Presse*, 5 février 1991).

Visite du chef de l'opposition aux États-Unis

26 et 27 février :

Le chef de l'opposition à l'Assemblée Nationale et président du Parti québécois, M. Jacques Parizeau, se rend à New York pour rencontrer les milieux d'affaires américains et présenter sa position dans le débat constitutionnel canadien. Il prononce des discours devant le *Carnegie Council on Ethics and International Affairs* et le *New York Forum on International Business*. (Maurice Girard, *Le Devoir*, 26 février 1991, p. A3 et 27 février 1991, p. A2 ; Denis Lessard, *La Presse*, 27 février 1991, cité par *L'Argus*, 27 février 1991, pp.A6 et A7).

Accord Québec-OICV

18 mars :

Une entente entre l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV) et le gouvernement québécois est conclue le 18 mars. L'OICV qui regroupe les autorités en valeurs immobilières de plus de 50 pays bénéficiera de divers avantages fiscaux tels que l'exemption d'impôts payables par les sociétés et des taxes à la consommation. Ses employés non canadiens seront aussi dégagés des impôts payables à titre de particuliers. (Ministère des Affaires internationales, *Communiqué de presse*, 19 mars 1991).

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.